



Octobre 2010

1 - Actualité nationale et internationale

Tarifications bancaires : décisions du CCSF

Faisant suite au rapport de propositions sur les tarifs bancaires de MM. Georges Pauget et Emmanuel Constans, le Comité consultatif du secteur financier (CCSF) a pris, lors de sa réunion du 21 septembre 2010, un certain nombre de mesures pour des tarifs bancaires plus justes et plus équilibrés.

1 – Renforcer la lisibilité, la transparence, la comparabilité et le suivi des tarifs bancaires

A partir du 1^{er} janvier 2011, une liste standard de 10 tarifs figurera en tête des nouvelles plaquettes tarifaires et, à partir du 30 juin 2011, les banques feront figurer le total du montant mensuel des frais bancaires dans les relevés mensuels de compte. Le CCSF assurera une nouvelle mission d'observatoire des tarifs bancaires et remettra son premier rapport en septembre 2011.

2 – Ouvrir la voie à des moyens de paiement plus modernes

Les banques ont pris l'engagement de poursuivre la diffusion active de la carte à autorisation systématique et de proposer une initiative sur le virement de proximité pouvant se substituer au chèque. Le CCSF lancera des travaux pour l'évolution du TIP et une étude sur l'utilisation du chèque.

3 – Améliorer le fonctionnement des forfaits

Les banques se sont engagées à mieux détailler le contenu des forfaits dans les plaquettes tarifaires et lors de la souscription, à garantir que les forfaits présentent toujours un avantage tarifaire par rapport à l'offre à la carte, et à mettre en place une nouvelle génération de forfaits personnalisables par le client. Le CCSF dressera un état des lieux avant le 1^{er} juin 2011.

4 – Prévenir les incidents de paiement et leur impact pour les consommateurs

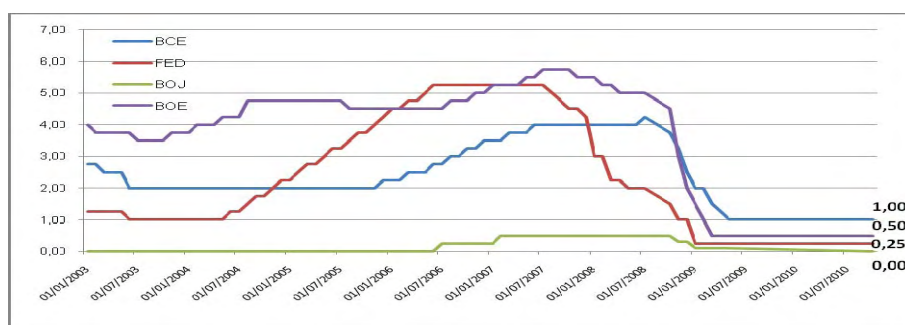
Pour les clientèles fragiles, les banques se sont engagées à intégrer dans toutes les offres bancaires de gammes de paiement alternatifs (GPA) un nombre minimum d'alertes sur le niveau du solde (mise en place du dispositif courant 2011), à intégrer dans les offres de GPA un tarif limité pour les frais d'incident (notamment les commissions d'intervention), et à proposer d'ici fin 2010 une solution transitoire permettant au minimum de limiter la perception de ces frais dans le cadre de la GPA existante.

Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 7 octobre 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que « les données économiques récentes confirment l'anticipation d'une poursuite de la reprise à un rythme modéré au second semestre de l'année, dans un contexte empreint d'incertitudes ».

Le Comité monétaire de la FED a maintenu le 21 septembre 2010 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. En août 2010, les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté de 0,4 % par rapport à juillet. Les prix à la consommation (hors énergie et hors alimentation) mesurés en août sur un mois ont augmenté de 0,1 % et progressé en glissement annuel de 1,4 %. La production industrielle a augmenté de 0,2 % par rapport à juillet.



PIB

Selon les estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE 27 ont augmenté de 1 % au deuxième trimestre 2010 par rapport au précédent et respectivement de 1,9 % et 2 % par rapport au deuxième trimestre 2009.

Chômage

Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en France.....

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 692 500 à fin août 2010, soit une hausse de 0,6 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 15 900 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 4,9 % (+ 4,7 % pour les hommes et + 5,1 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A croît de 16,6 %.

.....Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10,1 % en août 2010, inchangé par rapport à juillet. Il était de 9,7 % en août 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en août 2010. Il était de 9,2 % en août 2009.

Inflation

Hausse des prix en France et du taux d'inflation dans la zone euro

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,2 % sur un mois en août 2010 ; sur un an, il croît de 1,3 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,6 %.

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,8 % en septembre 2010. En août, il était de 1,6 %.

Asie/Pacifique

La BoJ ramène son taux directeur à 0 %

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 5 octobre 2010 de ramener son taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 et 0,1 %, contre 0,1 % taux en vigueur depuis décembre 2008. Cette décision est destinée à relancer l'économie, stabiliser les prix et combattre la cherté du yen. La BoJ a par ailleurs annoncé la création d'un fonds de 43 milliards d'euros destiné à financer des achats d'actifs (emprunts d'Etat, billets de trésorerie, obligations d'entreprises). En août 2010, la production industrielle du Japon a reculé de 0,3 %. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 1 % sur un an en août. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 1,7 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,1 % contre 5,2 % en juillet. En août 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 15,8 % et de 17,9 % sur un an et l'excédent commercial a reculé de 37,5 % en glissement annuel à 913 millions d'euros.

La cherté du yen par rapport au dollar et à l'euro pénalisant les exportations, les autorités japonaises sont intervenues sur le marché des changes pour stopper l'envolée de la devise nipponne.

Assez bonne tenue du commerce extérieur de la Chine

En août 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,9 % en glissement annuel contre 13,4 % en juillet. En août 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,5 % sur un an contre 3,3 % en juillet. Les importations ont augmenté de 35,2 % en glissement annuel. Les exportations ont crû de 34,4 % en août contre 38,1 % en juillet. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 20 milliards de dollars. La Chine ne souhaite pas une réévaluation rapide du yuan.

Supervision bancaire

Le Comité de Bâle

Le Comité de Bâle a annoncé le 12 septembre 2010 un renforcement notable des exigences de fonds propres et entériné sans réserve les accords auxquels il était parvenu le 26 juillet 2010. Ces modifications, de même que l'adoption d'une norme de liquidité forment un élément essentiel du programme de réforme financière mondiale qui sera présenté au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G20, à Séoul, en novembre prochain.

[Publication au Journal Officiel](#)

L'arrêté de la ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi du 25 août 2010 modifiant diverses dispositions réglementaires relatives au contrôle prudentiel des établissements de crédit et des entreprises d'investissement a été publié au Journal Officiel de la République le 24 septembre 2010.

[Projet de loi de finances 2011](#)

Outre-mer

Les crédits de la mission outre-mer s'élèvent à 1,45 milliard d'euros en autorisations d'engagement et à 1,46 milliard d'euros en crédits de paiement. Le projet de loi de finances comprend deux axes : l'emploi et les conditions de vie outre-mer.

Les crédits de la mission sont projetés respectivement à 1,26 milliard d'euros en autorisations d'engagement et 1,28 milliard en crédits de paiement en 2012 et 1,25 milliard en autorisations de paiement et 1,19 milliard en crédits de paiement en 2013.

[Publications](#)

Microcrédit

L'Observatoire de la microfinance, présidé par Michel Camdessus, a publié son deuxième rapport annuel. Le rapport souligne l'intérêt croissant suscité par la microfinance en France, la prise de conscience au sein de la profession bancaire pour faciliter l'accès au crédit ainsi que le rôle majeur joué par les pouvoirs publics dans la promotion de ce moyen de financement, notamment par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts et consignations. Ce développement va de pair avec l'apparition de nouveaux risques et un renforcement de la régulation est indispensable.

Le rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/microfinance-2009.pdf>

[Publications de l'IEOM](#)

Balance des paiements

Les rapports annuels 2009 des balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française ainsi que la synthèse publiée sous forme de Note expresse (n° 24) sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : www.ieom.fr

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ ramène son taux directeur à 0 %

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 5 octobre 2010 de ramener son taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 et 0,1 %, contre 0,1 % taux en vigueur depuis décembre 2008. Cette décision est destinée à relancer l'économie, stabiliser les prix et combattre la cherté du yen. La BoJ a par ailleurs annoncé la création d'un fonds de 43 milliards d'euros destiné à financer des achats d'actifs (emprunts d'Etat, billets de trésorerie, obligations d'entreprises). En août 2010, la production industrielle du Japon a reculé de 0,3 %. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 1 % sur un an en août. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 1,7 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,1 % contre 5,2 % en juillet. En août 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 15,8 % et de 17,9 % sur un an et l'excédent commercial a reculé de 37,5 % en glissement annuel à 913 millions d'euros.

La cherté du yen par rapport au dollar et à l'euro pénalisant les exportations, les autorités japonaises sont intervenues sur le marché des changes pour stopper l'envolée de la devise nippone.

Assez bonne tenue du commerce extérieur de la Chine

En août 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,9 % en glissement annuel contre 13,4 % en juillet. En août 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,5 % sur un an contre 3,3 % en juillet. Les importations ont augmenté de 35,2 % en glissement annuel. Les exportations ont crû de 34,4 % en août contre 38,1 % en juillet. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 20 milliards de dollars. La Chine ne souhaite pas une réévaluation rapide du yuan.

Australie

Excédent de la balance des biens et services

L'excédent de la balance australienne des biens et services a atteint, en août, 2,3 milliards de dollars australiens, soit une augmentation de 603 millions de dollars par rapport au mois précédent. Cette progression résulte de la baisse de 5 % des importations de biens et services, consécutive notamment à la diminution de 13 % des importations de carburants.

Pour la cinquième fois depuis juin 2010, la banque centrale australienne a décidé, le 5 octobre, de maintenir son taux directeur à 4,5 %.

Nouvelle-Zélande

Progression de l'activité néo-zélandaise

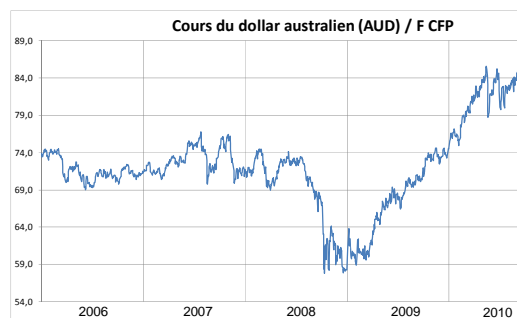
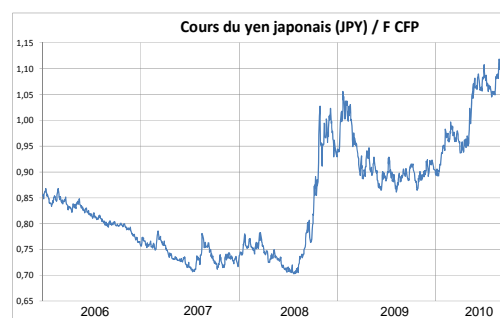
Pour la première fois depuis septembre 2008, la Nouvelle-Zélande affiche, au deuxième trimestre 2010, une évolution annuelle positive de son PIB (+0,7 %). Par rapport au premier trimestre 2010, l'activité néo-zélandaise a crû de 0,2 %, principalement soutenue par la progression de 6,4 % du secteur de l'industrie de construction. La consommation des ménages est restée stable au second trimestre, après une progression de 0,4 % au premier trimestre 2010, et les dépenses publiques se sont accrues de 0,5 % par rapport au précédent trimestre.

La banque centrale néo-zélandaise a maintenu, le 16 septembre, son taux directeur à 3,0 %.

Parité des monnaies

Baisse du yuan et du yen

Léger repli des dollars australien et néo-zélandais, qui restent à un haut niveau



3 – Brèves économiques locales

Nomination d'un nouveau Haut-commissaire

Le Conseil des ministres du gouvernement français a nommé, le 6 octobre, M. Albert Dupuy au poste de Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, en remplacement de M. Yves Dassonville qui exerçait cette fonction depuis novembre 2007.

Signature d'une convention cadre d'accompagnement des transferts de compétences

Une convention cadre relative aux transferts de compétences a été signée le 20 septembre, entre le Président du gouvernement calédonien et le Haut-commissaire de la République. Cette convention, dont le Comité des signataires avait pris acte en juin dernier, définit les modalités d'accompagnement de l'Etat concernant la préparation des transferts des compétences et l'exercice de celles-ci. Trois lois du pays ont déjà été adoptées par le Congrès le 30 novembre 2009, échelonnant entre le 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} janvier 2013 le transfert effectif des compétences relatives à l'enseignement, la police et la sécurité de la circulation aérienne intérieure et maritime. Toutefois, la date limite d'adoption d'une loi du pays relative au transfert du droit civil, du droit commercial, de la sécurité civile et de l'Etat civil, a été repoussée au 31 décembre 2011.

Visite d'une délégation du Sénat

Une délégation composée des sénateurs Bernard Frimat et Christian Cointat et de l'administrateur principal à la Commission des lois du Sénat, Frédéric Pacoud, s'est rendue du 19 au 26 septembre en Nouvelle-Calédonie. Les différentes rencontres avec les acteurs politiques, économiques et coutumiers ont permis d'apprécier l'état d'avancement des transferts de compétences dans le cadre de l'application de la loi organique de 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie.

Projet loi de finances 2011

Le projet de loi de finances pour 2011 a été présenté le 29 septembre au Conseil des ministres. Le projet est fortement axé sur la maîtrise des dépenses publiques, et prévoit notamment l'application d'une réduction de 10 % de l'avantage fiscal accordé aux investissements réalisés outre-mer, à l'exception de la défiscalisation dédiée au logement social.

Bilan 2009 de la première année d'activité du Fonds nickel

Le Fonds nickel, créé en mars 2009 pour soutenir les entreprises du secteur minier en cas de crise économique et favoriser la réhabilitation des zones impactées par l'activité minière, a présenté, le 3 septembre, le bilan de sa première année d'activité. Dans un contexte économique dégradé, le Fonds a d'une part, pris en charge, pour un montant de 144 millions de F CFP, les cotisations sociales patronales de 19 entreprises et d'autre part, commandé, pour un montant total de 173 millions de F CFP, des travaux destinés à limiter les dégradations environnementales consécutives à l'exploitation minière. Ces chantiers ont permis de maintenir l'activité de plusieurs entreprises sur six sites miniers.

Minerai à faible teneur en nickel à destination du Japon

La SLN a, pour la première fois, procédé au chargement de 20 000 tonnes d'un minerai à faible teneur en nickel (estimée entre 1,5 % et 1,6 %) à destination du fondeur Nippon Yakin. Cette opération intervient dans le cadre d'un accord conclu entre les deux sociétés, dans le but de réaliser des tests métallurgiques à partir de minerai à très faible teneur en nickel. En effet, en raison d'une pluviométrie importante au cours des deux dernières années et du faible niveau des stocks de minerai, la SLN n'a pas été en mesure de fournir un minerai à 2,2 % de nickel à la société japonaise.

Modification de l'application des mesures de protection de marché en Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement a adopté, le 21 septembre, un arrêté modifiant les conditions d'application des mesures de protection de marché en Nouvelle-Calédonie. Les sociétés calédoniennes devront dorénavant, lors d'une demande de protection de marché ou d'attribution de quota d'importation, justifier du dépôt de leurs comptes au greffe du tribunal de commerce.

Nouvelle baisse des prix des carburants

Au 1^{er} octobre, Le prix du litre d'essence a diminué de 2,2 % à 137,4 F CFP et celui de gazoil de 2,4 % à 110,6 F CFP. Il s'agit de la seconde baisse mensuelle consécutive des prix des carburants à la pompe.

Validation de l'opération « prêt à taux zéro » pour l'acquisition d'un chauffe-eau solaire par les particuliers

Par un arrêté du 14 septembre, le gouvernement a fixé la liste des opérations primées par le Comité territorial pour la maîtrise de l'énergie (CTME), parmi lesquelles l'opération « prêt à taux zéro » pour l'acquisition, par les particuliers, d'un chauffe-eau solaire. Ce dispositif prévoit le financement d'au moins 400 prêts, plafonnés à 550 000 F CFP et réservés à l'achat et à la pose de chauffe-eau solaires d'une capacité maximale de 500 litres.

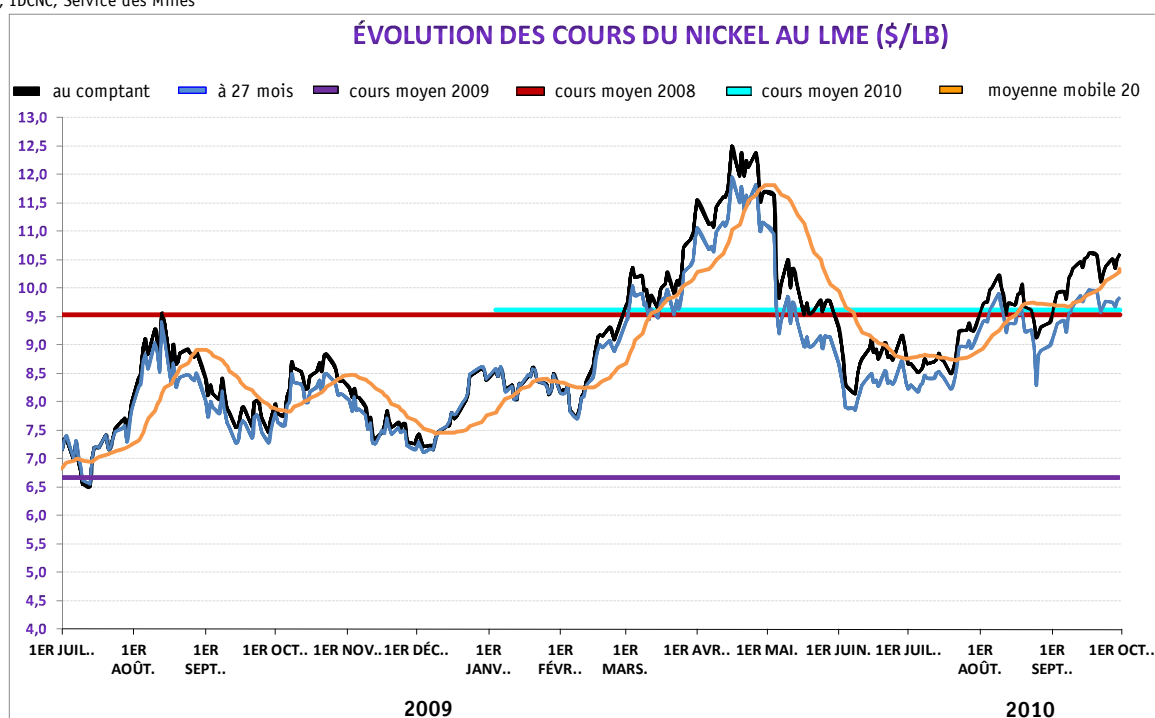
Balances des paiements 2009 de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française

les rapports annuels des balances des paiements 2009 de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sont disponibles, gratuitement, en téléchargement sur le site de l'IEOM (www.ieom.fr). La balance calédonienne est caractérisée en 2009 par un redressement du solde des transactions courantes (déficit de 78 milliards de F CFP contre 114 milliards de F CFP en 2008) et une réduction des flux financiers en provenance de l'extérieur.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation			sept.-10	135,7	0,1%	3,2%
Nombre de demandeurs d'emploi			août-10	7 580	5,1%	7,9%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)						
Exportations	mensuelles	août-10	8 638	-27,7%	7,3%	
	cumulées	août-10	78 796	-	52,7%	
Importations	mensuelles	août-10	23 783	-2,4%	15,2%	
	cumulées	août-10	169 622	-	18,4%	
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
NICKEL						
• Cours du nickel au LME en USD/livre			sept.-10	10,27	5,8%	29,6%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre			sept.-10	935,74	4,2%	44,3%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	août-10	398	-8,4%	3,0%	
	cumulées	août-10	2 749	-	41,8%	
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	août-10	3 573	-30,4%	-21,6%	
	cumulées	août-10	36 968	-	4,3%	
TOURISME						
• Touristes débarqués	mensuels	août-10	8 637	-2,3%	3,6%	
	cumulés	août-10	58 078	-	-9,9%	
• Nuitées	mensuels	juil.-10	43 488	5,3%	-2,7%	
	cumulés	juil.-10	295 564	-	-11,0%	
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juil.-10	55,40%	+ 0,4 pts	- 3,8 pts	
• Croisiéristes	cumulés	août-10	115 367	-	33,1%	
BTP						
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-10	14 514	-9,2%	14,8%	
	cumulées	sept.-10	120 549	-	15,4%	
• Index BT 21 (p)		août-10	132,12	0,3%	1,3%	
• IRL (p)		août-10	108,49	0,2%	-0,8%	
CREVETTES						
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	août-10	58	3,2%	-58,0%	
	cumulées	août-10	688	-	-26,2%	
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	août-10	74	8,2%	-12,7%	
	cumulées	août-10	949	-	-16,5%	
COMMERCE AUTOMOBILE						
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	août-10	624	-1,6%	20,5%	
	cumulées	août-10	4 930	-	2,1%	

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

Une croissance de la masse monétaire toujours soutenue

en millions de F CFP	août-08	août-09	août-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	12 235	13 110	13 356	7,2%	1,9%
Dépôts à vue	166 427	179 596	208 332	7,9%	16,0%
Total M1	178 662	192 706	221 688	7,9%	15,0%
M2-M1	71 759	86 109	91 498	20,0%	6,3%
Total M3	395 809	426 612	491 565	7,8%	15,2%

Concours de caractère bancaire

Les encours continuent de progresser

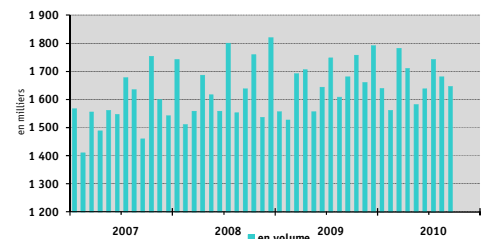
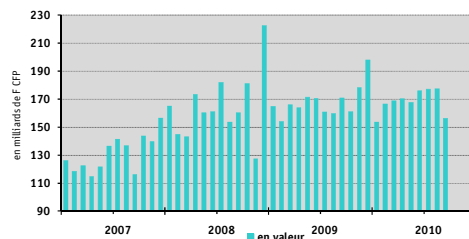
en millions de F CFP	juin-08	juin-09	juin-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises (p)	324 063	363 980	387 019	12,3%	6,3%
Ménages (p)	288 033	312 299	342 245	8,4%	9,6%
Collectivités locales (p)	37 770	34 731	52 139	-8,0%	50,1%
Autres agents de CCB non ventilés (p)	7 783	9 600	4 701	23,4%	-51,0%
Total encours sain (p)	657 648	720 610	786 104	9,6%	9,1%
Créances douteuses brutes (p)	14 749	14 593	15 932	-1,1%	9,2%
Total encours brut (p)	672 397	735 203	802 036	9,3%	9,1%

(p) : Chiffres provisoires

Compensation

Les échanges de valeurs reculent par rapport au mois précédent

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	mensuelle	sept.-10	1 646 409	-2,1%	-2,1%
	cumulée	sept.-10	14 987 228	-	1,8%
Compensation (en milliards de F CFP)	mensuelle	sept.-10	156,4	-11,8%	-8,5%
	cumulée	sept.-10	1 514,2	-	2,1%



Incidents de paiements

Une sinistralité qui progresse sur un an malgré une légère amélioration en septembre

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	sept.-10	1 706	-4,8%	20,6%
	cumulés	sept.-10	16 047	-	5,1%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	sept.-10	189	-7,8%	26,8%
	cumulés	sept.-10	1 472	-	6,2%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

Poursuite de la croissance des interdits bancaires sur un an

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	sept.-10	6 312	-0,4%	5,7%
	dont personnes physiques	sept.-10	5 613	-0,2%	5,2%
	dont personnes morales	sept.-10	699	-2,0%	9,6%

Cotation

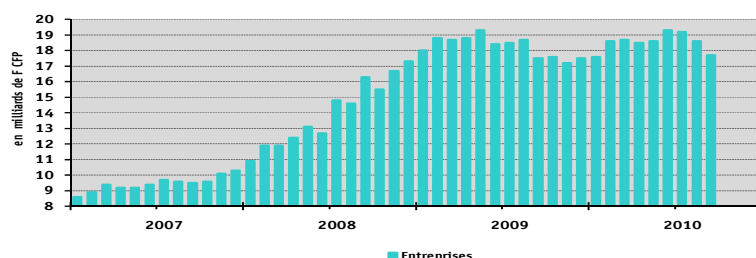
Le nombre d'entreprises cotées baisse sur le mois mais continue de progresser sur un an

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides		sept.-10	7 343	-7,8%	1,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM		sept.-10	2 952	-15,4%	6,6%

Refinancement des entreprises

Troisième baisse consécutive du réescompte IEOM

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	sept.-10	17,7	-5,1%	1,0%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var
Indice des prix à la consommation	sept	131,5	135,7	3,2
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	sept	48 102	51 955	8,0%
		dont nb d'entreprises individuelles (a)		
	sept	41 995	45 686	8,8%
créations d'entreprises	juin	2 355	2 675	13,6%
cessations d'entreprises (p)	juin	1 290	1 113	-13,7%
liquidations judiciaires (nb)	juin	48	79	64,6%
redressements judiciaires (nb)	juin	43	32	-25,6%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	sept	638	699	9,6%
ventes de ciment local (tonnes)	sept	102 817	120 234	16,9%
importations ciment (tonnes)	sept	1 666	316	-81,0%
total ciment (tonnes)	sept	104 483	120 550	15,4%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	20 808	26 004	25,0%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	sept	6 974	6 522	-6,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	août	2 594	2 905	12,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	82 489	84 886	2,9%
dont secteur privé	juin	58 797	60 920	3,6%
dont secteur public	juin	23 692	23 966	1,2%
demandes d'emploi de fin de mois	août	7 023	7 580	7,9%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	août	7 239	7 758	7,2%
chômeurs indemnisés	août	1 673	1 625	-2,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	sept	742,4	787,1	6,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	sept	5 336	5 613	5,2%
décisions retraits cartes bancaires	sept	1 386	1 472	6,2%
incidents paiements sur chèques	sept	15 265	16 047	5,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	août	4 828	4 930	2,1%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	sept	11 336	12 615	11,3%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	19 262	21 489	11,6%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	10 673	12 006	12,5%
Echanges				
nombre de touristes	août	64 494	58 078	-9,9%
nombre de croisiéristes	août	86 699	115 367	33,1%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	juil	56,2%	53,8%	-2,4pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	sept	6,21	9,62	54,9%
cours du nickel au LME en \$/lb	sept	7,92	10,27	29,6%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	août	1 938	2 749	41,8%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	août	6 447	16 257	152,2%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	août	35 430	36 968	4,3%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	août	39 778	58 451	46,9%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	août	932	688	-26,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	août	1 136	949	-16,5%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	août	47 361	75 657	59,7%
part de ces produits dans le total des exportations	août	92%	96%	4,22pt
total des importations (M FCFP)	août	143 307	169 622	18,4%
total des exportations (M FCFP)	août	51 593	78 796	52,7%
taux de couverture	août	36,00%	46,45%	10,5pts
recettes douanières (M FCFP)	août	26 387	29 207	10,7%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	août	179 596	208 332	16,0%
M1	août	192 706	221 688	15,0%
M2	août	278 815	313 186	12,3%
Dépôts à termes	août	147 424	178 220	20,9%
M3	août	426 612	491 565	15,2%
P1	août	4 182	4 063	-2,8%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	4,97%	0,03 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,65%	4,32%	-0,33 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,31 %	4,75 %	-0,57 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,03 %	17,91 %	0,88 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	juin	735 203	802 036	9,1%
	juin	312 299	342 245	9,6%
Ménages	juin	312 299	342 245	9,6%
dont crédits à la consommation	juin	64 062	66 806	4,3%
dont crédits à l'habitat	juin	247 092	272 310	10,2%
Entreprises	juin	363 980	387 019	6,3%
dont crédits d'exploitation	juin	79 502	71 048	-10,6%
dont crédits d'investissement	juin	201 326	211 951	5,3%
dont crédits à la construction	juin	76 227	94 729	24,3%
Collectivités locales	juin	34 731	52 139	50,1%
dont d'investissement	juin	31 085	43 380	39,6%
Autres agents de CCB non ventilés	juin	9 600	4 701	-51,0%
créances douteuses brutes	juin	14 593	15 932	9,2%
taux de créances douteuses brutes	juin	2,0%	2,0%	0, pt
ensemble des actifs financiers	juin	517 548	585 322	13,1%
	juin	290 664	311 518	7,2%
Ménages	juin	290 664	311 518	7,2%
Sociétés	juin	156 203	191 809	22,8%
Autres agents	juin	70 681	81 995	16,0%
dont assurances-vie	juin	77 129	83 995	8,9%

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 - Actualité régionale

Réforme du dispositif d'aide à la mobilité dans les COM

Créé en 2004 (article 60 de la loi de programme pour l'outre-mer n° 2003-660 du 21 juillet 2003), le dispositif d'aide à la mobilité comprend 2 volets : le 1^{er} s'adresse aux personnes résidant en Outre-mer souhaitant se déplacer en France métropolitaine, le 2^e concerne les étudiants et les personnes en formation professionnelle. La Cour des Comptes dans son rapport provisoire a émis des critiques sur la mise en œuvre du dispositif et les disparités dans l'octroi de ces aides. Face à ce constat, le gouvernement a décidé d'harmoniser et de recadrer ces aides, par une globalisation des crédits dans un fonds de continuité territoriale (loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer (LODEOM)). Les conditions d'attribution deviendront communes à l'ensemble des territoires, à compter du mois d'octobre 2010. Pour les 3 COM du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie-Française et Wallis-et-Futuna), ceci se traduira par un plafonnement de ressources à 8 400 € annuel, soit un revenu mensuel inférieur à 700€.

Partenariats : Fidji/Europe/Commonwealth

L'Union européenne et le Commonwealth ont annoncé leurs souhaits de rétablir une constitution démocratique aux îles Fidji. Les 2 organisations, constatant le non respect des engagements relatifs aux droits de l'homme et à l'état de droit du gouvernement fidjien, ont décidé de suspendre pour une nouvelle période de 6 mois les aides au développement de l'archipel. Néanmoins, l'UE continue à apporter son soutien direct aux populations vulnérables et aux opérations humanitaires.

3 – Brèves locales

La dotation de continuité territoriale aérienne

Rendu effectif en juillet 2004 à Wallis-et-Futuna par la délibération du 13 mai 2004, le dispositif de Continuité territoriale témoigne, selon les statistiques du service des Affaires Economiques et du Développement, d'un fort succès avec un total de 3 528 bénéficiaires sur la période juin 2004 – juin 2010 pour un budget supérieur à 225 millions de F CFP. L'aide accordée initialement était de 30% du montant du billet d'avion et les ressources du bénéficiaire ne devaient pas dépasser 7 fois le SMIG mensuel local. Devant le succès du dispositif (un pic de 769 bénéficiaires a été atteint en 2007), et l'insuffisance de l'enveloppe affectée à cette opération, les conditions d'attribution ont été modifiées. En 2008, le Territoire a ainsi abaissé le taux de prise en charge à 20% et a fixé le plafond des ressources du demandeur à 5 fois le SMIG mensuel local. Compte tenu de l'harmonisation des conditions d'attribution pour tous les ultramarins, le plafond de ressources du bénéficiaire sera prochainement réduit à 1 fois le SMIG mensuel local, ce qui devrait se traduire par une baisse importante du nombre de bénéficiaires. Le Territoire a demandé aux services du Ministère en charge du dossier une révision du Décret d'application afin que soit pris en considération l'éloignement de Wallis-et-Futuna et le coût plus important du billet d'avion.

Banque de Wallis et Futuna : nouveau GAB

Le 17 septembre dernier a été mis en service le nouveau GAB (guichet automatique de banque), en remplacement du 1^{er} automate installé en façade de l'agence BWF dans le centre commercial du Fenuarama depuis le 21 janvier 2003. Ce nouvel appareil dispose des mêmes fonctionnalités pour le client (retrait de billets de banque, consultation du solde de son compte...), sa gestion par le personnel de la banque est facilitée par un journal de bord électronique. Le coût de cet investissement est estimé à 30 000 € soit 3,5 millions de F CFP.

Ouverture du marché couvert à Aka'aka

Samedi 2 octobre a eu lieu l'inauguration et l'ouverture du marché couvert d'Aka'aka, un projet qui a été financé par le Territoire et l'OGAF (Opération Groupée d'Aménagement Foncier), à hauteur de 10 millions de F CFP. Le marché a lieu 3 fois par semaine et est pour le moment ouvert à toute personne souhaitant vendre ses produits. Des discussions sont en cours au sein de la chambre interprofessionnelle sur la politique des prix, et la location de place à partir de janvier 2011.

Une scierie à Malaé

Installée dans le district de Hihifo, une nouvelle scierie (la seule en activité sur le Territoire), a ouvert ses portes depuis le 12 avril dernier. Située à la lisière de la forêt de pins de caraïbes qu'elle exploite, sa principale activité repose sur la production de bois de coffrage et de charpente. Le coût de l'investissement réalisé s'élève à 7 millions de F CFP, une initiative financée à 100 % sur fonds propres. Disposant d'une réserve de bois estimée à 2 000 m³, cette scierie prévoit de développer sa gamme de production avec des maisons préfabriquées, du lambris, des parquets, ainsi que des poteaux électriques et de téléphonie.

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

M3 impactée par la chute des dépôts à vue

en millions de F CFP	août-09	juil-10	août-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 927	1 993	1 963	-1,51%	1,9%
Dépôts à vue	3 473	2 714	2 632	-3,02%	-24,2%
Total M1	5 400	4 707	4 595	-2,38%	-14,9%
M2-M1	569	536	602	12,31%	5,8%
Total M3	6 707	5 858	5 712	-2,49%	-14,8%

Concours à caractère bancaire

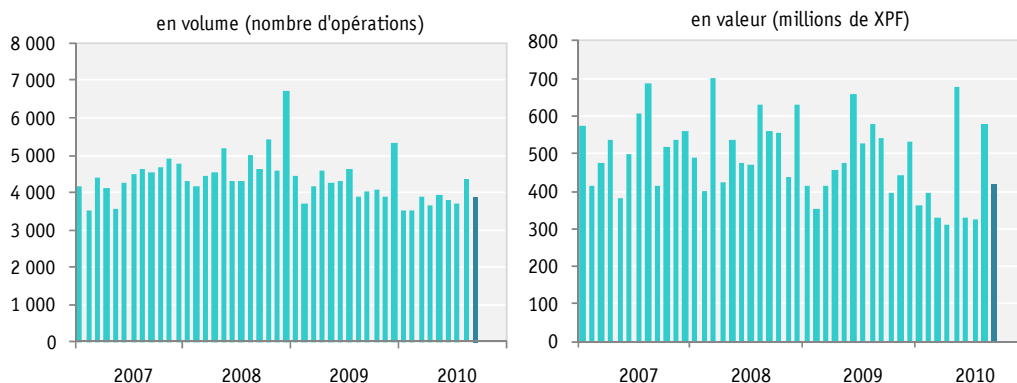
Forte baisse des concours bancaires sur un an

en millions de F CFP	juin-08	juin-09	juin-10	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	993	994	859	0,1%	-13,6%
Crédits à l'équipement	1 338	1 558	1 331	16,4%	-14,6%
Crédits à l'habitat	672	565	418	-15,9%	-26,0%
Autres crédits	396	312	223	-21,2%	-28,5%
Sous total	3 399	3 429	2 831	0,9%	-17,4%
Créances douteuses brutes	677	718	769	6,1%	7,1%
Total	4 076	4 147	3 600	1,7%	-13,2%

Compensation

Baisse des opérations de compensation en valeur et en volume

	sept-09	août-10	sept-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 028	4 363	3 896	32 828	-10,7%	-3,3%
Compensation (en millions de CFP)	541	579	418	3 654	-27,9%	-22,7%



Incidents bancaires

Diminution des incidents bancaires

en nombre	sept-09	août-10	sept-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	61	69	56	649	-18,8%	-8,2%
Retraits de cartes bancaires	1	1	0	21	-100%	-100%

Interdits bancaires

Légère hausse des interdits bancaires sur l'année

en nombre	sept-09	août-10	sept-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	446	455	450	-1,1%	0,9%
- dont personnes physiques	436	443	438	-1,1%	0,5%
- dont personnes morales	10	12	12	0%	20%

Cotation

Baisse du nombre d'entreprises éligibles sur le mois

en nombre	sept-09	août-10	sept-10	▲/mois	▲/an
Cotes valides	36	40	40	0,0%	11,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	10	13	10	-23,1%	0,0%

Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			2° T 2010	103,47	-	3,2%
SMIG mensuel en XPF			avr-10	82 206	3,0%	3,0%
Nombre d'emplois salariés			déc-09	1 997	-	-0,2%
Echanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	sept-10	704	149,1%	78,1%	
	cumulées	sept-10	4 107	-	22,1%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	sept-10	66	22,2%	-12,8%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	sept-10	685	-	7,4%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	sept-10	292	-	-3,9%	
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Energie						
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		2° T 2010	5 034	-	-0,4%	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	août-10	640	7,8%	5,0%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	août-10	173	5,2%	-6,0%	
Transports						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	sept-10	2 570	6,6%	-5,8%	
	cumulé	sept-10	21 218	-	6,9%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	sept-10	1 527	55,3%	-1,0%	
	cumulé	sept-10	9 532	-	-1,8%	
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	sept-10	2	66,6%	0,0%	
	cumulées	sept-10	23	-	0,0%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		sept-10	10	100%	-23,1%	

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

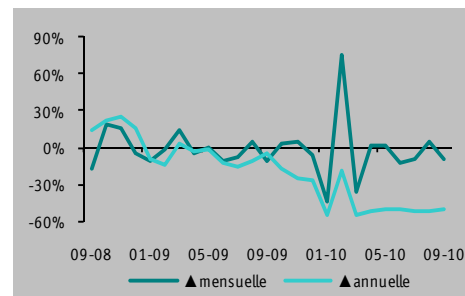
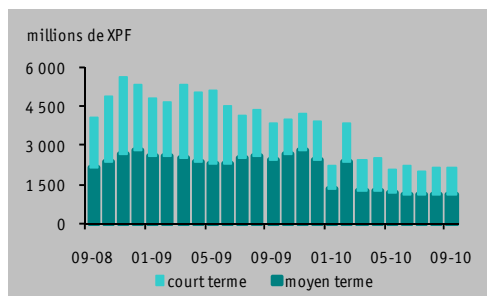
	date	2009	2010	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	juin	100,30	103,47	3,2%
Entreprises				
nombre d'entreprises	juin	689	687	-0,3%
créations	juin	6	13	116,7%
fermetures	juin	8	30	275,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	sept	10	12	20,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	sept	521	578	11,0%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	sept	67	82	22,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept	51	39	-23,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	déc	1 997	-	-
dont secteur privé	déc	788	-	-
dont secteur public	déc	1 209	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	472	486,4	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	sept	436	438	0,5%
décision retrait cartes bancaires	sept	14	21	50,0%
incidents paiements sur chèques	sept	880	649	-26,3%
importations de produits alimentaires (M XPF)	sept	922	1306,1	41,7%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	sept	471	495,2	5,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	sept	152	155,4	2,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	sept	62	38	-38,7%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	sept	3 362	4107	22,1%
exportations	sept	-	-	-
recettes douanières	sept	949	984	3,8%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	sept	638	685	7,4%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	sept	304	292	-3,9%
Indicateurs financiers				
Dépôts à vue	août	3 473	2 632	-24,2%
M1	août	5 400	4 595	-14,9%
M2	août	5 969	5 197	-12,9%
Dépôts à terme	août	739	515	-30,4%
M3	août	6 707	5 712	-14,8%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	juin	1 563	1237	-20,9%
dont crédits à la consommation	juin	995	819	-17,7%
dont crédits à l'habitat	juin	565	418	-26,0%
Entreprises	juin	1 380	1194	-13,5%
dont crédits d'exploitation	juin	166	129	-22,3%
dont crédits d'investissement	juin	1 193	1011	-15,3%
dont crédits à la construction	juin	0	0	-
Collectivités locales	juin	365	320	-12,3%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	123	80	-35,0%
créances douteuses brutes	juin	718	769	7,1%
taux de créances douteuses	juin	17,3%	21,4%	+ 4,1 pt
ensemble des actifs financiers				
Ménages	juin	2 882	2717	-5,7%
Sociétés	juin	2 574	1600	-37,8%
Autres agents	juin	4 154	4014	-3,4%
dont assurances-vie	juin	752	864	14,9%

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Dynamisme des mobilisations à court terme sur le mois.

en millions de F CFP	août-09	juil-10	août-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 718	931	996	7,0%	-42,0%
Utilisations à moyen terme	2 475	1 058	1 027	-2,9%	-58,5%
Refinancement total	4 193	1 989	2 023	1,7%	-51,8%



Cotation

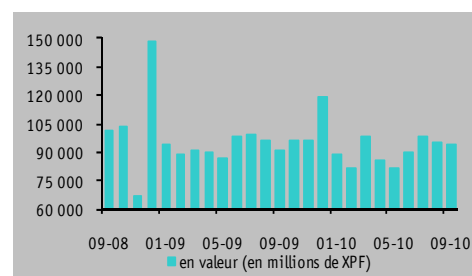
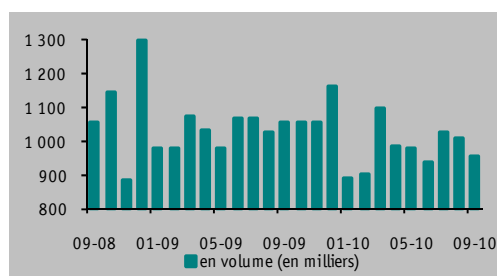
Augmentation du nombre d'entreprises cotées.

en nombre	sept-09	août-10	sept-10	▲/mois	▲ gliss. annuel
Entreprises cotées	4 792	6 139	6 209	1,1%	29,6%
<i>dont entreprises cotées sur doc. comptable valide</i>	1 744	1 709	1 757	2,8%	0,7%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 082	1 569	1 295	-17,5%	19,7%

Compensation

Poursuite de la baisse des opérations au mois de septembre.

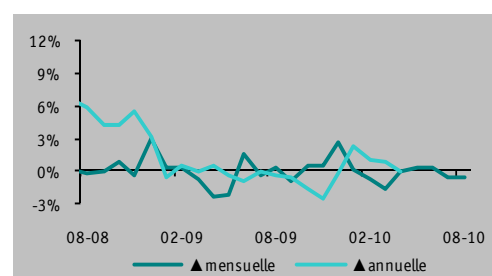
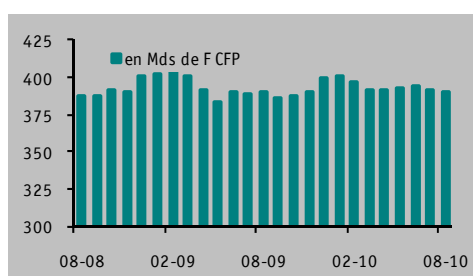
	août-10	sept-10	▲/mois	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	1 004 257	951 060	-5,3%	8 748 852	-5,2%
Montant (millions de F CFP)	95 052	94 147	-1,0%	813 451	-2,4%



Masse monétaire

Diminution de la masse monétaire sur le mois.

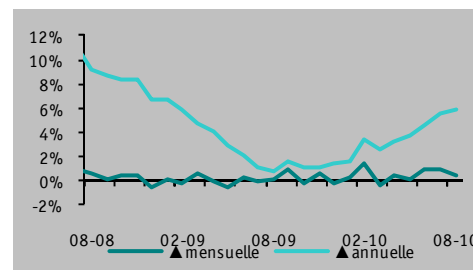
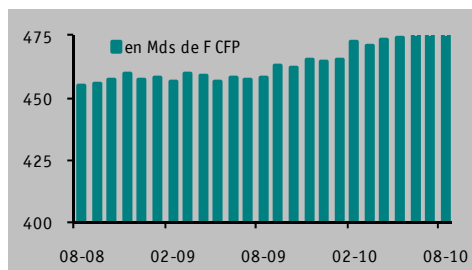
en millions de F CFP	août-09	juil-10	août-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 811	14 573	14 553	-0,1%	5,4%
Dépôts à vue	145 771	149 099	149 376	0,2%	2,5%
Comptes sur livrets	103 733	109 949	109 931	0,0%	6,0%
Comptes d'épargne logement	210	228	228	0,0%	8,6%
Dépôts à terme	115 393	113 115	110 923	-1,9%	-3,9%
Autres	10 717	4 598	4 558	-0,9%	-57,5%
Total M3	389 635	391 562	389 569	-0,5%	0,0%



Concours des banques locales à l'économie

Progression de l'encours des créances douteuses en août.

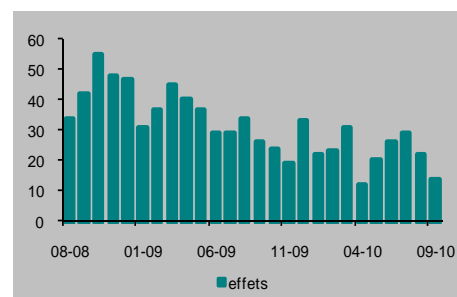
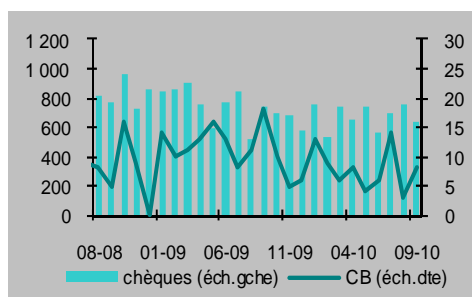
en millions de F CFP	août-09	juil-10	août-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	134 087	140 351	140 987	0,5%	5,1%
Crédits d'équipement	62 477	62 923	62 719	-0,3%	0,4%
Crédits à l'habitat	153 717	154 589	154 797	0,1%	0,7%
Autres crédits	74 042	79 463	80 175	0,9%	8,3%
Créances dout. brutes	34 012	45 454	46 752	2,9%	37,5%
Total CCB	458 335	482 780	485 430	0,5%	5,9%



Incidents de paiement

Baisse des incidents de paiements sur chèques et sur effets sur le mois comme sur l'année.

en nombre	sept-09	août-10	sept-10	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	780	782	655	-16,2%	-16,0%
- sur chèques	736	757	633	-16,4%	-14,0%
- sur effets	26	22	14	-36,4%	-46,2%
- retraits de cartes bancaires	18	3	8	166,7%	-55,6%



Interdits bancaires

Diminution continue du nombre de personnes physiques frappées d'une interdiction bancaire en septembre.

en nombre	sept-09	août-10	sept-10	/mois	/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 929	3 908	3 878	-0,8%	-1,3%
- dont personnes physiques	3 489	3 454	3 417	-1,1%	-2,1%
- dont personnes morales	440	454	461	1,5%	4,8%

3 – Brèves économiques locales

Relance économique

Refonte du dispositif d'aide à l'initiative économique

Le Projet de loi de Pays portant réforme du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises (ACDE), a été approuvé en Conseil des ministres du 16 septembre 2010. Ce texte vise à optimiser le traitement des dossiers selon trois axes : (i) spécialisation : transparence et information sur les critères économiques d'attribution de l'aide ; (ii) simplification des procédures : démarches administratives allégées pour les très petites entreprises s'agissant des demandes d'aides inférieures ou égales à 500 000 F CFP ; (iii) responsabilisation : contrôle renforcé de l'utilisation des fonds publics alloués. Mis en place en 1995, ce dispositif permet de soutenir les créations d'entreprises ainsi que les entités existantes dans leur projet d'extension impliquant la création d'emplois salariés. Depuis le début d'année, une cinquantaine d'entreprises a bénéficié de cette aide.

SAMU entreprises et emplois

La chambre de commerce et d'industrie (CCISM) a organisé fin août 2010, un « séminaire d'actions à mettre en œuvre en urgence » (SAMU entreprises et emplois) réunissant 80 chefs d'entreprises. L'objectif était de définir des mesures à prendre dans les six prochains mois, sans coût supplémentaire pour le Pays, afin d'aider les entreprises confrontées aux difficultés conjoncturelles. Les actions identifiées lors de ce séminaire ont été rendues publiques le 28 septembre 2010. Elles se décomposent autour de quatre axes :

- Financier : mensualisation des règlements fiscaux sans pénalité et mise en œuvre de moratoires fiscal, social et financier ; accès au financement facilité par le recours au fond de garantie SOGEFOM auquel pourrait s'ajouter un fond de garantie territorial à destination des TPE et PME à créer ; régularisation des retards de paiement des pouvoirs publics locaux et nationaux sous deux mois ;
- Investissement : mise en œuvre du pouvoir coercitif des maires dans le cadre des plans d'urbanisme des communes s'agissant de la réfection des façades ; ouverture de la maîtrise d'ouvrages en matière de logement social aux entreprises privées ; investissements du Pays et incitations fiscales et financières réservés en priorité aux projets à forte valeur ajoutée et source d'effets induits sur l'économie polynésienne ;
- Soutien à la consommation locale : promotion des produits et services locaux et mise en place d'une campagne de communication appropriée sur cette thématique ; développement de la promotion à l'international des spécificités culturelles et sportives locales ; lutte contre la concurrence déloyale en aménageant la franchise à l'importation.
- Emploi : flexibilité favorisée par l'assouplissement des règles en matière d'embauche et de licenciement.

DGDE

Avis défavorable de l'APF

Après avoir obtenu un avis réservé en commission des institutions, le projet de loi du gouvernement central relatif à la réforme de la Dotation Globale de Développement Economique (DGDE) a reçu un avis défavorable de l'Assemblée de Polynésie française, lors de sa séance plénière du 16 septembre 2010. Les principaux griefs portent sur le montant de l'enveloppe et sa pérennité (la loi de finances étant revotée chaque année au Parlement) ainsi que sur le caractère jugé restrictif de l'utilisation des fonds destinés aux communes. Pour mémoire, le projet de loi prévoit de substituer à la DGDE trois nouveaux instruments financiers (une dotation pour le fonctionnement, une dotation pour l'investissement des communes et une enveloppe contractualisée pour les investissements prioritaires).

Monétique

La carte CUP en Polynésie Française.

Dans le prolongement de la signature des contrats de représentation avec l'Océanienne des services bancaires (OSB) et l'Océanienne de financement (OFINA), filiales de la Banque SOCREDO, une visite officielle en Polynésie française du Président de la China Union Pay (CUP), accompagné des dirigeants des principales banques chinoises, est intervenue le 23 septembre 2010. Cette dernière a marqué l'aboutissement du partenariat commercial et technique entre la société CUP et les deux établissements de la place (OSB et OFINA) en vue d'accepter en Polynésie les cartes chinoises de paiement et de retrait. La CUP est leader des cartes bancaires en Chine et regroupe plus de 218 banques et près de 700 millions porteurs. En 2009, le montant total des transactions CUP a atteint les 104 milliards de F CFP. L'intégration de la Polynésie française au sein de ce vaste réseau monétique pourrait constituer une opportunité de développement économique puisqu'elle renforce les relations avec la République populaire de Chine, mais également avec l'ensemble du continent asiatique.

Energies renouvelables

Principes directeurs de la politique énergétique

En séance du 13 septembre 2010, le Conseil des ministres s'est prononcé favorablement sur l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur d'une société polynésienne spécialisée dans le secteur des énergies renouvelables pour le financement d'une étude de faisabilité d'une centrale thermique off-shore d'une puissance de 5 mega-watts. Dans le prolongement, le Conseil Economique, Social et Culturel a rendu, le 20 septembre 2010, un avis favorable sur le projet de loi de Pays portant sur les principes directeurs de la politique

énergétique. Ce texte vise à favoriser la réduction de la consommation d'énergies fossiles en fixant comme objectif une production électrique issue à 50 % de l'exploitation des énergies renouvelables à l'horizon 2020. La poursuite de cet objectif pourrait notamment passer par l'édiction prochaine d'une réglementation ayant trait à la performance énergétique des nouveaux logements mais également par la mise en œuvre d'une écotaxe sur les véhicules les plus polluants conjuguées à la promotion des transports publics. Le CESC invite toutefois les pouvoirs publics à préciser le schéma directeur et son mode de financement.

PME

Organisation du premier salon Planète PME en Polynésie française

A l'instar de la métropole et de la Nouvelle-Calédonie, et à l'initiative de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) de Polynésie française, la première édition polynésienne du salon Planète PME s'est déroulée le 23 septembre 2010, en présence d'une délégation de la CGPME nationale. Ce salon avait pour objectif de permettre aux chefs d'entreprises de rencontrer et d'échanger avec les acteurs de l'économie, qu'ils soient privés ou publics.

Création de la Représentation patronale du Pacifique sud.

Le déplacement de la délégation calédonienne a été l'occasion d'officialiser la création de la représentation patronale du Pacifique sud (RPPS), le 21 septembre 2010. Cette organisation régionale vise notamment à promouvoir, défendre et représenter les intérêts économiques et moraux des PME auprès des pouvoirs publics et des responsables socio économiques.

Tourisme

Deux nouvelles structures hôtelières.

Une nouvelle structure hôtelière 3 étoiles devrait ouvrir ses portes d'ici la fin du 1^{er} semestre 2011 à Huahine. Cette dernière, tournée vers l'environnement et le développement durable, a nécessité deux ans de travaux au terme desquels 32 bungalows seront offerts à la clientèle. Elle devrait employer une vingtaine de personnes.

Parallèlement, à l'occasion d'une conférence de presse parisienne, le PDG de Pacific Beachcomber a présenté, le 21 septembre, le prochain projet du Groupe hôtelier. Sise sur l'atoll de Tetiaroa et représentant un investissement de 5,9 milliards de F CFP, la nouvelle structure haut de gamme se composera de 39 villas et devrait ouvrir ses portes dans le courant du second semestre 2012. En outre, cet hôtel affiche des ambitions d'éco station en misant sur une énergie provenant à 100% de sources renouvelables : énergie solaire, bio carburant à base d'huile de coprah et air conditionné à l'eau de mer.

4 – Brèves économiques régionales

.....

Australie

Hausse de l'encours de crédit au secteur privé en août.

En août 2010, l'encours de crédit accordé par les intermédiaires financiers au secteur privé a augmenté de 3,1 % en glissement annuel en Australie. Les crédits à l'habitat ont progressé de 8,1 %, illustrant la vigueur du secteur du bâtiment : le nombre de permis de construire délivrés en août a crû de 4,4 % sur l'année. En revanche, les crédits aux entreprises se sont inscrits en retrait ; leur encours s'est contracté de 4 % sur l'année.

Nouvelle Zélande

Maintien du taux directeur

Lors de sa réunion du 16 septembre, la Banque de Réserve néo-zélandaise (RBNZ) a décidé de laisser son taux directeur inchangé à 3 %. Alors que les économies mondiales continuent de se redresser, les perspectives de reprise en Nouvelle-Zélande se sont affaiblies. En outre, le tremblement de terre qui a frappé Christchurch le 4 septembre a considérablement perturbé l'activité économique. Si la hausse des prix de certains biens et services est redoutée à la suite du séisme, la politique monétaire menée par la RBNZ vise davantage à maîtriser l'inflation à moyen-long termes.

Les indicateurs de référence

	date	2009	m -1	2010	Δ	Glissement	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	août	102,1	104,8	104,3	-0,4%	2,2%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	juil	123,1	121,2	121,6	0,3%	-1,2%	
Commerce extérieur							
	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	juin	454,4	1 043,1	578,5	-44,5%	27,3%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	juin	12 726,0	13 818,3	12 351,0	-10,6%	-2,9%
						(source : ISPF)	
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	juin	2 081,0	1 824,4	2 012,0	10,3%	-3,3%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	août	135,0	109,0	139,0	27,5%	3,0%	
	<i>Camions</i>	août	5,0	2,0	13,0	0,0%	50,0%
	<i>Camionnettes</i>	août	130,0	107,0	126,0	-18,7%	-21,9%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août	441,0	448,0	454,0	1,3%	2,9%	
						(sources : ISPF, IEO M)	
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	juin	2 160,0	2 417,9	2 119,0	-12,4%	-1,9%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	juin	2 657,0	3 087,7	2 833,0	-8,2%	6,6%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	août	310,0	266,0	356,0	33,8%	14,8%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	août	3 509,0	3 480,0	3 454,0	-0,7%	-1,6%	
						(sources : ISPF, IEO M)	
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	juin	593,0	296,0	809,0	173,3%	36,4%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	juin	620,0	331,4	897,0	170,7%	44,7%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	juin	59,3	48,6	89,3	83,7%	50,6%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	juin	89,9	372,0	62,4	-83,2%	-30,6%	
Industrie							
Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP)	juin	3,3	23,4	14,9	-36,3%	351,5%	
Exportations de nonien purée et en jus (en M F CFP)	juin	62,1	66,0	56,9	-13,8%	-8,4%	
Tourisme							
Trafic aérien (nb)	août	52 274	59 376	53 747	-9,5%	2,8%	
Nombre de touristes	juin	13 824	11 525	12 119	5,2%	-12,3%	
Taux d'occupation hôtelière	sept	58,0%	67,3%	66,4%	- 0,9 pt	+ 8,4 pts	
						(sources : ISPF, CPH)	
Indicateurs financiers							
Dépôts							
Ménages							
	<i>Dépôts à vue</i>	août	57 550	59 912	58 155	-2,9%	1,0%
	<i>Comptes sur livret</i>	août	97 507	103 378	103 434	0,1%	6,1%
	<i>Dépôts à terme</i>	août	62 978	51 146	52 079	1,8%	-17,3%
Entreprises							
	<i>Dépôts à vue</i>	août	66 434	78 032	76 695	-1,7%	15,4%
	<i>Dépôts à terme</i>	août	39 223	42 746	42 467	-0,7%	8,3%
Encours bancaires							
Ménages							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	août	89 647	86 690	86 833	0,2%	-3,1%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	août	127 587	131 784	131 888	0,1%	3,4%
Entreprises							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	août	42 804	52 456	52 330	-0,2%	22,3%
	<i>Crédits d'équipement</i>	août	58 028	53 401	53 187	-0,4%	-8,3%
Créances douteuses							
	<i>Créances douteuses brutes</i>	août	33 956	45 408	46 766	3,0%	37,7%
							(source : IEO M)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,30% à 5,75% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/09/2010	31/08/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	0,8780%	0,3920%	+ 0,486 pt	0,4100%	+ 0,468 pt
EURIBOR 1 mois	0,6250%	0,6220%	+ 0,003 pt	0,4530%	+ 0,172 pt
EURIBOR 3 mois	0,8920%	0,8860%	+ 0,006 pt	0,7000%	+ 0,192 pt
EURIBOR 6 mois	1,1460%	1,1370%	+ 0,009 pt	0,9940%	+ 0,152 pt
EURIBOR 12 mois	1,4330%	1,4140%	+ 0,019 pt	1,2480%	+ 0,185 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal		JORF
année 2010	0,65%	11/02/2010
année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/09/2010	31/08/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,4431%	0,4199%	+ 0,458 pt	0,3476%	+ 0,530 pt
EURIBOR 1 mois	0,6180%	0,6400%	- 0,022 pt	0,4790%	+ 0,139 pt
EURIBOR 3 mois	0,8800%	0,8950%	- 0,015 pt	0,7120%	+ 0,168 pt
EURIBOR 6 mois	1,1370%	1,1470%	- 0,010 pt	0,9950%	+ 0,142 pt
EURIBOR 12 mois	1,4200%	1,4210%	- 0,001 pt	1,2420%	+ 0,178 pt
TMO	2,9400%	2,9600%	- 0,020 pt	3,7400%	- 0,800 pt
TME	2,7400%	2,7600%	- 0,020 pt	3,5400%	- 0,800 pt
TRBOSP	2,9500%	2,7800%	+ 0,170 pt	3,7600%	- 0,810 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/09/2010	31/08/2010	31/12/2009	30/09/2010	31/08/2010	31/12/2009	30/09/2010	31/08/2010	31/12/2009
taux JJ	0,280%	0,240%	0,145%	0,085%	0,095%	0,430%	0,575%	0,595%	0,465%
3 mois	0,386%	0,400%	0,375%	0,270%	0,360%	0,305%	0,760%	0,840%	2,850%
10 ans emprunts phares	2,570%	2,520%	3,840%	0,940%	0,990%	nd	2,960%	2,820%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,05%
Prêts à taux fixe	5,60%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,09%
Prêts à taux variable	5,05%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,79%
Prêts relais	6,27%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,59%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,60%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,32%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,32%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,15%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	87,4353	1 NZD/XPF	64,7276	1 HKD/XPF	11,2664	1 GBP/XPF	138,7659	
100 JPY/XPF	104,9716	1 AUD/XPF	84,8129	1 SGD/XPF	66,5097	100 VUV/XPF	90,4940	1 FJD/XPF	46,9570

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX

Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : octobre 2010 – Achevé d'imprimer le 14 octobre 2010 – N°ISSN 1955-8376

